

En à une lettre
 f au adresse à LA LIBRE
 phone ils mont communiqué

BELGIQUE

Le collège d'Europe, pour un nouveau monde

La Libre Belgique
 12.11.85

Les Espagnols sont arrivés en force dans la 36^e promotion de l'institut brugeois

Par sa présence à l'ouverture de la 36^e année académique du collège d'Europe, à Bruges, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, voulait une fois de plus insister sur l'importance que son pays accordait à l'Europe, à la veille de son entrée dans le Marché commun.

Le lieu traditionnel pour la séance d'ouverture, la salle gothique de l'hôtel de ville, s'avérait trop petite pour accueillir les 700 personnes qui avaient répondu à l'invitation. Elles se sont réunies dans l'église Sainte-Walburge! Jusqu'au début des années septante, peu d'Espagnols et un seul Portugais s'étaient inscrits aux cours du collège d'Europe. Il est vrai que les régimes de cette époque ne les y encourageaient guère.

L'AINÉE DES INSTITUTIONS. Le collège installé à Bruges est la première réalisation de l'idée européenne naissante, issue du congrès de La Haye de 1948 et qui fut également à l'origine du Conseil de l'Europe.

L'idée, au départ, était de préparer de jeunes universitaires à aborder les problèmes de la société, de l'économie et des institutions, non pas à l'échelle d'un seul pays, mais à celle de l'Europe en tant que communauté de destin et de civilisation.

Le choix de Bruges s'est imposé très rapidement: dans l'esprit des fondateurs, le siège du collège devait se trouver dans une ville non universitaire et à caractère international, située au cœur géographique de l'Europe.

L'intérêt de l'Espagne pour le collège d'Europe n'est pas neuf, puisqu'un de ses pères fondateurs n'est autre que Don Salvador de Madariaga, homme d'Etat, penseur et écrivain. Avec Hendrik Brugmans, historien et écrivain politique néerlandais, qui devint le premier recteur jusqu'en 1972, et le père Karel Verleye, il réussit le tour de force d'ouvrir la première session en 1950, avec 29 étudiants. Dès le début, de Madariaga, ancien d'Oxford, concevait la maison comme un « collège », où les contacts entre universitaires de divers horizons se noueraient à tous les niveaux. Aujourd'hui encore, les étudiants sont logés ensemble en résidence, organisent des conférences, montent une revue... Certaines réticences « individualistes » font vite place à un attachement du Collège, qui demeure très vif parmi les anciens.

Depuis la fondation, le nombre d'étudiants n'a fait que croître, avec un léger fléchissement dans les années septante pour reprendre en 1980. Ce nombre est passé de 125 l'an dernier à 160 aujourd'hui, avec une forte présence ibérique. Trente-quatre Espagnols et onze Portugais font partie de la promotion « Christophe Colomb ». Dans son allocution d'ouverture, le recteur, le professeur Jerzy Lucaszewski, a dressé le portrait de l'homme légendaire qui avait bouleversé le monde en découvrant l'Amérique. Colomb avait eu besoin de foi, d'imagination, de courage et de persévérance pour ouvrir la voie du Nouveau Monde.

Ceux qui se préparent pour construire l'Europe de demain ont besoin de ces mêmes qualités.

UN PROGRAMME QUI S'ADAPTE SANS CESSER. Si l'esprit du collège d'Europe demeure ce qu'il était au début, le programme des cours a considérablement évolué en fonction du nombre d'étudiants - qui représentent 25 nationalités cette année - et, surtout, de la naissance et de l'essor des institutions européenne. Le collège d'Europe n'est plus tout à fait un forum d'échanges d'idées, il offre aux étudiants une formation très technique en rapport avec une réalité européenne de plus en plus complexe.

Plus qu'une formation post-universitaire, le programme des cours est conçu comme un entraînement pré-professionnel et ce n'est pas un hasard si tant d'Espagnols et de Portugais ont été admis: l'élargissement des Communautés exige des gens compétents. Felipe Gonzalez a d'ailleurs indiqué que le premier commissaire espagnol serait un ancien de Bruges. Sur les 2.400 personnes issues du collège d'Europe, environ 400 se retrouvent dans les institutions européennes, mais de plus en plus d'anciens sont engagés dans le secteur paracommunautaire (bureaux d'avocats ou de consultants spécialisés dans le domaine européen), qui ne cesse de prendre de l'ampleur. La diplomatie constitue un débouché important: 60 ambassadeurs ont passé un an à Bruges.

UN PROGRAMME INTENSIF. L'année académique est très intensive. Les cours s'étalent sur sept mois, d'octobre à mai, et sont donnés par 50 professeurs, « visiteurs » de divers pays. Ce corps professoral se compose d'universitaires et de hauts fonctionnaires en prise directe avec la pratique et les réalités quotidiennes de l'Europe.

Les étudiants sont répartis en trois groupes, selon leur origine universitaire: droit, économie et administration.

Chaque pays envoie « ses » boursiers selon des rigoureux critères de sélection. Les non-Européens forment 10 p.c. du contingent, ce qui indique que la réalité européenne est nettement perçue non seulement dans les voisins du Marché commun, mais aussi dans le monde entier.

Pour placer tous les étudiants sur le même pied, le premier trimestre met l'accent sur les cours de base et sur la connaissance des langues. Au collège, l'enseignement se fait en anglais et en français, selon le choix du professeur. Lors du second trimestre, les étudiants sont souvent mis en « situation réelle ». Des fonctionnaires apportent régulièrement leurs dossiers pour exercer les futurs cadres qui seront munis d'un « diplôme des Hautes Etudes européennes », en cas de réussite.

Au moment où le mot « problème européen » surgit de toutes les bouches, que les institutions semblent se « gripper » et que les Européens paraissent moroses, Felipe Gonzalez fait remarquer que cette lassitude provient sans doute d'un excès de confort suscité par l'abolition des frontières, de l'autosuffisance alimentaire à laquelle l'Europe s'est habituée. « Je comprends le manque de dynamisme de certains secteurs européens et la désillusion des jeunes mais ne les partage pas, car l'enjeu est très important », affirme M. Gonzalez, qui veut supprimer ce qu'il appelle « la fausse contradiction entre l'intérêt national et communautaire ».

« L'élargissement fait appa-